

DÉLIBÉRATION n°2021-13
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance 16 juin 2021

Convention de coordination territoriale UniR

Le Conseil d'Administration,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université ou à une communauté d'universités et établissements,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1

La convention de coordination territoriale UniR telle qu'annexée est adoptée.

Article 2

Le Directeur de l'IEP de Rennes est chargé de signer les documents d'exécution afférents.

Membres en exercice : 29 membres

Membres présents ou représentés : membres

Votes : Refus de participer au vote :

Abstention :

Contre : 7

Pour : 19

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 16 juin 2021

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

Convention (7 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

Convention de coordination territoriale UniR

Entre

L'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique

Sise 15 Avenue du Professeur Léon Bernard - CS74312 - 35043 Rennes Cedex
Représentée par Monsieur Laurent CHAMBAUD en sa qualité de Directeur
Ci-après désignée EHESP

L'École normale supérieure de Rennes

Sise Campus de Ker Lann, 11 Avenue Robert Schuman, 35170 Bruz
Représentée par Monsieur Pascal MOGNOL en sa qualité de Président
Ci-après désignée ENS Rennes

L'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Rennes

Sise 11 allée de Beaulieu – 35708 Rennes Cedex 7,
Représentée par Monsieur Régis GAUTIER en sa qualité de Directeur,
Ci-après désignée ENSCR

L'Institut d'études politiques de Rennes

Sis 104, bd de la Duchesse Anne, 35700 Rennes
Représenté par Monsieur Pablo DIAZ en sa qualité de Directeur
Ci-après désigné IEP Rennes

L'Institut National des Sciences Appliquées de Rennes,

Sis 20 avenue des Buttes de Coësmes – CS 70839 - 35708 Rennes Cedex 7
Représenté par Monsieur Abdellatif MIRAOU en sa qualité de Directeur
Ci-après désigné INSA Rennes

L'Université de Rennes 1,

Sise 2 rue du Thabor - 35000 Rennes
Représentée par Monsieur David ALIS, en sa qualité de Président

L'Université Rennes 2,

Sise Place du recteur Henri Le Moal - 35000 Rennes
Représentée par Monsieur Olivier DAVID, en sa qualité de Président

Ci-après désignés par « les établissements signataires » ou « les établissements membres ».

Vu les articles L. 718-2 et L.718-5 du code de l'éducation,
Vu les articles 17 et 18 de l'ordonnance n° 2018-1131 du 12 décembre 2018.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

En 2017, l'ENSCR, l'ENS Rennes, l'IEP Rennes, l'INSA Rennes, l'Université de Rennes 1 et l'Université Rennes 2, rejoints en 2018 par l'EHESP, ont initié le projet UniR (Université de Rennes). Dans une délibération commune votée dans leur conseil d'administration respectif, les sept établissements se sont engagés à mettre en place un regroupement territorial cohérent à l'échelle de la métropole rennaise, pour faire émerger une grande université de recherche et de formation, reconnue internationalement. Cette ambition traduit la volonté de s'appuyer sur la complémentarité des universités, des grandes écoles et des organismes de recherche, dans l'objectif de développer une stratégie de renforcement des synergies et d'accroissement de l'attractivité.

Désireux de construire un projet commun associant l'ensemble des parties prenantes de la future Université de Rennes, ses sept membres fondateurs ont impliqué en 2018 près de 250 représentants des personnels et étudiants pour élaborer des propositions stratégiques et opérationnelles. Après une large consultation des communautés, la démarche participative mise en place a permis d'aboutir en 2019 à un plan d'action traduisant l'ambition commune en objectifs stratégiques et projets à conduire dans six domaines stratégiques (recherche, formation, vie étudiante, valorisation et entrepreneuriat, international, responsabilité sociale et sociétale), et pour les fonctions support et soutien.

La dissolution de la Comue Université Bretagne-Loire (UBL) au 31 décembre 2019, qui a entraîné une nouvelle structuration de ses activités au niveau local, régional et interrégional, a constitué une évolution déterminante pour la construction du projet de site rennais, ainsi doté de moyens financiers et humains.

C'est pour poursuivre et renforcer cet ambitieux projet stratégique, et forts de leurs succès remportés collectivement dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir, que l'EHESP, l'ENSCR, l'ENS Rennes, l'IEP Rennes, l'INSA Rennes, l'Université de Rennes 1 et l'Université Rennes 2, souhaitent formaliser leur rapprochement dans le cadre d'une convention de coordination territoriale. Celle-ci constitue ainsi un jalon du processus de construction de l'Université de Rennes qui sera défini dans le prochain contrat de site 2022-2027 signé avec le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, après discussion et validation par les instances des établissements membres.

Les établissements membres du rapprochement affichent ainsi leur volonté de poursuivre le processus de structuration du site rennais et souhaitent travailler sur les modalités conduisant à la définition de la future Université de Rennes. L'enjeu principal est de doter le site d'une stratégie scientifique et académique ambitieuse, impliquant l'ensemble des établissements membres, des disciplines et leurs communautés, en associant les acteurs territoriaux.

Article 1 – Objet :

La présente convention a pour objet de fixer le périmètre, les champs et les modalités du rapprochement opéré entre les établissements signataires, conformément aux dispositions des articles 17 et 18 de l'ordonnance n°2018-1131 du 12 décembre 2018. Le rapprochement est dénommé « UniR ».

Les sept établissements signataires s'engagent, dans le cadre cette convention, à poursuivre les actions pilotées et coordonnées au titre du Projet Université de Rennes. Aussi cette convention scelle leur volonté partagée de porter un ambitieux projet de structuration du site rennais d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation, dont la stratégie et les jalons seront formalisés dans le volet commun du contrat de site 2022-2027 qu'ils signeront collectivement.

Article 2 – Partenaires et partenaires associés

Les partenaires sont les établissements et institutions (établissements d'enseignement supérieur, organismes nationaux de recherche...) avec lesquels les établissements membres conduisent des actions et projets communs à vocation structurante pour le site rennais. Pour les mettre en œuvre, des conventions spécifiques sont et seront contractées entre les partenaires et les établissements membres.

Les partenaires associés sont les partenaires qui ont formulé la demande au conseil des membres d'intégrer le conseil de site, et que le conseil des membres a acceptée à l'unanimité. Les conseils sont définis à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 - Champs de compétences :

L'historique de la collaboration présenté en préambule et le processus d'auto-évaluation mené en 2020 conduisent les sept établissements membres à mener une réflexion stratégique commune en vue de développer des projets structurants pour le site rennais et de mettre en œuvre une coordination de leurs compétences.

3.1 Développement de projets structurants pour accompagner les transitions

Les établissements membres ont la volonté de répondre collectivement aux défis sociétaux en élaborant et pilotant des projets de formation, de recherche et d'innovation liés aux grandes transitions. A la signature de la convention, les projets déjà engagés, pour l'essentiel lauréats du programme d'investissement d'avenir (PIA), sont les suivants :

- le projet DESIR, lauréat de l'appel à projets « Développement d'universités numériques expérimentales » (PIA 3 – 2016), qui vise la transformation pédagogique par le numérique,
- le projet Cursus IDE@L, lauréat de l'appel à projets « Nouveaux Cursus à l'Université » (PIA 3 – 2017), qui a pour objectif d'individualiser les parcours de formation de façon massive et sécurisée, et de transformer l'apprentissage pédagogique pour amener les étudiants à la réussite et à l'insertion professionnelle,
- les « Ecoles Universitaires de Recherche » (PIA 3 – 2019), clés de voûte de l'interdisciplinarité et du lien formation-recherche, dans les thématiques émergentes suivantes : approches créatives de l'espace public (EUR CAPS), cybersécurité (EUR CyberSchool), sport et numérique (EUR Digisport), matériaux moléculaires pour l'électronique et la photonique (soutien à l'EUR Lumomat portée par l'Université d'Angers), ainsi que la structuration en cours du projet Intelligence environnementale,
- le campus d'innovation de Rennes, lancé en 2020, dont l'ambition est d'être parmi les 10 « Pôles Universitaire d'Innovation ». Il vise la création d'un lieu d'interactions et de partage favorisant l'imagination, la créativité et la culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat, visant un changement de paradigme de l'approche scientifique et pédagogique. Les espaces de travail, hybrides et collaboratifs, réuniront ainsi étudiants, entrepreneurs, jeunes diplômés, doctorants, enseignants, chercheurs, et entreprises, avec pour principal but celui de favoriser l'émergence de projets innovants et d'accélérer le transfert par la création de start-up.

3.2 Coordination de compétences pour bâtir une stratégie commune

❖ Les établissements signataires coordonnent leurs compétences en vue de :

1. Porter la recherche et l'innovation, y compris sociétale, au plus haut niveau pour relever les grands défis scientifiques ambitieux, avec les organismes nationaux et les structures fédératives de recherche, par :

- la définition d'une stratégie scientifique partagée de site,
- le pilotage des grands projets scientifiques partagés,
- le pilotage conjoint avec le Pôle Doctoral de Rennes des études doctorales,
- l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique d'intégrité scientifique et éthique,
- le pilotage des actions sur la science ouverte et la politique des données,
- l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de la promotion de la recherche.

2. Mettre en œuvre un modèle de coopération rennais en matière de formation, pour favoriser la réussite étudiante et renforcer son attractivité, en s'appuyant sur :

- la valorisation des coopérations déjà en place entre les établissements du site, la facilitation de leur mise en œuvre, l'émergence de nouvelles formations via une coordination améliorée de l'offre de formation,
- la personnalisation des parcours de formation tout au long de la vie,
- une meilleure professionnalisation des formations et le développement des compétences attendues pour s'insérer et évoluer dans une société en transition (environnementale, numérique, sociétale),
- le développement d'une innovation pédagogique au service de la qualité des formations et de l'enseignement.

3. Améliorer les conditions d'études et de vie des élèves et des étudiants, par :

- l'élaboration d'un schéma directeur de la vie étudiante, commun aux sept établissements membres,
- le développement de la vie des campus, par la concertation des associations et la labellisation des acteurs pluri-sites pour valoriser les associations et leurs actions, la pratique sportive et l'engagement des étudiants,
- la coopération et la coordination des acteurs territoriaux (Crous, collectivités territoriales, EPCI...),
- la réflexion sur les temps étudiants pour concilier les rythmes des étudiants et pour développer les tiers lieux.

4. Relever les défis socio-économiques liés aux transitions par la valorisation de la recherche et de l'entrepreneuriat, par :

- la coordination des actions avec l'écosystème de l'innovation pour favoriser les collaborations, les transferts de technologie et les créations d'entreprise,
- la promotion et la valorisation des compétences transversales, scientifiques, techniques et technologiques développées au sein des unités de recherche, des plateformes, des plateaux techniques et des unités de recherche et de service,
- la génération et le développement des partenariats entre les unités de recherche ou d'appui à la recherche et les acteurs socio-économiques (start-up, PME ou grands groupes à l'échelle locale, nationale et internationale),
- la coordination de la promotion et du développement de l'entrepreneuriat en renforçant la culture entrepreneuriale et l'accompagnement des projets de création d'entreprise,
- la sensibilisation, l'identification, et l'accompagnement des projets d'entrepreneuriat des personnels de recherche,

- la sensibilisation, l'identification, et l'accompagnement des projets d'entrepreneuriat étudiant, en lien étroit avec PEPITE Bretagne et Station Rennes.

5. Développer le potentiel, la visibilité et l'attractivité internationale du site rennais, par :

- la coordination des politiques européennes et internationales des établissements du site rennais,
- l'identification de partenaires internationaux stratégiques à l'échelle du site,
- le positionnement du Centre de Mobilité Internationale au cœur de la stratégie de la future Université de Rennes pour les mobilités internationales,
- la mutualisation d'actions de formation proposées par les établissements du site, dans les domaines des langues étrangères, du Français Langue Étrangère et de l'interculturalité notamment,
- la mutualisation d'actions de formation des personnels à l'international,
- la promotion du site rennais et des établissements membres à l'international.

6. Déployer une politique de responsabilité sociétale et environnementale exemplaire pour être acteur dans un monde en transition :

- en faisant de la prévention et de la promotion de la santé un objectif ambitieux,
- en développant la prévention et la lutte contre toutes les formes d'inégalité et de discrimination, ainsi qu'une politique inclusive envers les personnes porteuses de handicap,
- en engageant notre territoire dans une démarche volontaire de développement durable,
- en garantissant à tous les personnels une qualité de vie au travail optimale.

7. Etre acteur de la transformation numérique en élaborant une stratégie numérique responsable reposant sur :

- la convergence en matière de politique des usages pour la formation, la vie étudiante et l'internationalisation,
- la coordination d'une politique des données (pilotage, gouvernance, recherche),
- l'articulation avec la politique du GIP numérique de Bretagne.

❖ Pour construire une stratégie commune, les sept établissements élaborent et conduisent par ailleurs des actions transversales dans les domaines de :

- **la politique documentaire**, avec le renforcement des ressources et des outils documentaires mis à disposition des étudiants et des communautés des personnels, ainsi qu'avec l'organisation des espaces de documentation et de leur fonctionnement, en phase avec les évolutions en cours des pratiques et des usages ;
- **la politique culturelle incluant la diffusion de la culture scientifique**, où il s'agit de promouvoir la culture dans toutes ses facettes auprès des étudiants, des personnels et de tout autre public, en définissant des objectifs stratégiques en matière de programmation sur les différents lieux dédiés dans les établissements ; par ailleurs, à partir de la mobilisation et l'appropriation des connaissances scientifiques par le plus grand nombre on veillera à consolider le rapport entre les sciences et la société, au service de la société elle-même.

Dans la même perspective, **des actions de coordination des outils et des moyens** sont mises en œuvre pour les fonctions supports et soutien suivantes :

- communication,
- finances et achats,
- hygiène et sécurité,
- ressources humaines,
- ressources immobilières et logistiques,
- systèmes d'information.

Article 4 – Gouvernance et conduite opérationnelle :

Les établissements signataires s'accordent sur une gouvernance collégiale, fondée sur leur égale représentation, qui s'appuie sur :

Le conseil des membres :

Instance décisionnelle comprenant les chefs d'établissement des sept établissements membres, le conseil des membres assure le suivi des axes stratégiques et transversaux précisés dans l'article 3 et les propositions de nouvelles actions de coopération. Un chef d'établissement est désigné coordinateur politique par le conseil des membres. Celui-ci se réunit au moins une fois par mois, les décisions sont prises à l'unanimité.

Le conseil de site :

A des fins d'information, de concertation, et d'articulation des stratégies, le conseil de site associe les établissements membres, les partenaires associés ainsi que les représentants de l'Etat et des collectivités territoriales.

Les comités de pilotage :

Les comités de pilotage sont chargés d'assister le conseil des membres et le comité des DGS dans la conduite de chacun des axes stratégiques et transversaux cités dans l'article 3. Tout comité est coordonné idéalement par trois référents : un représentant de chacune des universités et un représentant des grandes écoles membres. La composition des comités de pilotage et leur lettre de mission sont définies par le conseil des membres.

Le comité des DGS :

Rassemblant les directeurs généraux des services et secrétaires généraux des établissements signataires, il participe à l'élaboration et à la mise en œuvre opérationnelle de la coopération menée. Il coordonne les actions de gestion commune des fonctions support et soutien.

Les personnels UniR :

Le conseil des membres, le comité des DGS, et les comités de pilotage s'appuient pour leurs travaux sur les personnels UniR, affectés à la politique de site, qui mettent en œuvre la coordination des actions et en assurent le suivi et la gestion.

Article 5 – Moyens à disposition :

Les établissements signataires disposent des moyens financiers suivant pour mettre en œuvre leur coopération :

- les contributions annuelles de chacun des établissements membres,
- la masse salariale afférente aux 21 emplois alloués par l'Etat aux deux universités pour la structuration du site rennais, dans le cadre du processus de dissolution de la Comue UBL,
- les crédits qui ont été versés par la Comue UBL pour la structuration du site rennais dans le cadre de la convention en date du 7 octobre 2019,
- des subventions versées par les partenaires publics ou privés, et toute autre recette conforme aux objectifs de la présente convention.

La convention de gestion des moyens alloués à la structuration du site rennais, signée par les sept établissements membres, précise :

- le montant des contributions annuelles,
- le portage du budget,

- les principes de gestion financière et budgétaire,
- les principes de gestion des personnels affectés à la coordination des actions.

Article 6 – Modalités de suivi :

Des indicateurs de suivi seront mis en place afin de permettre à la gouvernance d'évaluer annuellement la bonne réalisation des objectifs fixés. Ceux-ci seront intégrés dans le futur de contrat de site.

Article 7 – Durée de validité et résiliation :

La présente convention prend effet au jour de la publication de l'arrêté ministériel prévu à l'article 17 de l'ordonnance n°2018-1131 du 12 décembre 2018. Elle est conclue jusqu'à la fin du contrat de site 2022-2027.

Conformément à l'ordonnance n°2018-1131 du 12 décembre 2018, la présente convention peut être dénoncée par chacun des établissements signataires, six mois avant le terme de l'année civile.

Article 8 – Entrée d'un nouvel établissement et révision

L'intégration d'un nouveau membre est acquise par une délibération du conseil des membres prise à l'unanimité.

Toute modification des termes de la présente convention suppose l'approbation unanime du conseil des membres et l'adoption par les conseils d'administration des établissements membres.

Article 9 – Litiges

En cas de différend portant sur l'interprétation et/ou l'application de la présente convention, les parties s'efforceront de le résoudre à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif de Rennes est seul compétent.

Fait, en sept exemplaires originaux, à Rennes, le